

Me Erickson Mooneapillay : « Une femme reste dans une situation toxique, car financièrement faible »

Pour Me Erickson Mooneapillay de Dis-Moi, il est plus que temps de se préoccuper de la femme battue qui risque fort de finir comme une épave dans la rue, car financièrement dépendante.

> Maurice est encore au degré zéro par rapport au problème des femmes sans domicile fixe (SDF), aucune recherche jusqu'ici des pouvoirs publics qui semblent aveugles et sourds. N'est-ce pas l'heure de rendre ces femmes visibles ?

La situation est alarmante. C'est l'indifférence quasi-totale face à ce phénomène qui a pris de l'ampleur. La femme est d'autant plus vulnérable quand elle est dans la rue. Surtout, parce qu'elle a des besoins propres à elle. Il faut lui rendre sa dignité avant tout. La continuité de l'être humain passe incontestablement par la femme. Quand la femme est en danger, c'est l'humanité qui l'est aussi.

> Quelles sont les principales causes qui conduisent à cette situation ?

Les causes qui poussent une femme à la rue sont multiples : la violence matrimoniale, la disparité économique, la dépendance et le manque de possibilités, entre autres. Le droit de manger à sa faim et d'avoir un toit sur sa tête est fondamental dans une société progressiste. De ce fait, une protection et une assistance aussi larges que possibles doivent être accordées à la femme.

> Ces droits seraient-ils ignorés chez nous ?

Il faut savoir qu'on n'est pas en train de les inventer. Ces droits sont déjà protégés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels qui a été signé par l'État mauricien. Donc...

> Dis-Moi a rejoint une plateforme citoyenne pour raffermir les droits de la femme avec, notamment, SOS Femmes, Ailes, Gender Links et Passerelle. Pourquoi ce besoin ?

Ce besoin est justement pour

“

Quand la femme est en danger, l'humanité l'est aussi

”

revendiquer ces droits face à la complaisance vis-à-vis de la violence économique qui fait que la femme finit souvent dans la rue. Cette plateforme aura pour but d'identifier ces sources de violence et de les éliminer avec l'aide de tous les partenaires.

> Nous notons qu'il n'y a pratiquement pas d'ordre de protection pour les femmes qui sont violentées et quittent de force la maison, alors que l'homme violent lui y reste. Où est-ce que le bât blesse ?

Je pense que la justice cherche trop souvent à relativiser les choses. Les lois pénales ne peuvent malheureusement pas tout régler dans une société. Il faut se rendre à l'évidence. Il faut un plaidoyer avant et améliorer les conditions de vie.

> Il semble qu'il y aura un *high powered committee* du bureau du PM pour traiter le problème de la violence envers les femmes. Pourquoi tournons-nous en rond et que les crimes envers les femmes continuent de plus belle à Maurice ?

Ce sont souvent les relations acrimonieuses et toxiques qui conduisent au crime. Nous avons noté que les femmes restent dans une relation toxique pour plusieurs



raisons. Mais une des raisons récurrentes est le fait que la femme ne peut pourvoir financièrement pour elle-même et ses progénitures. De ce fait, elle subit le joug de l'homme violent. Il faut impérativement créer des conditions sociales et économiques saines qui permettent à la femme de sortir de l'enfer de la violence.

> Que faire pour rendre une femme violentée économiquement libre ?

Dis-Moi a pris l'engagement de venir de l'avant avec une charte, afin d'identifier les besoins de la femme face à la violence économique. Cela ne peut se faire sans l'apport des autorités. Nous croyons qu'il y a une volonté.



Dis-Moi (Droits Humains-océan Indien) est une organisation non gouvernementale qui aide à promouvoir la culture des droits humains dans la région du sud-ouest de l'océan Indien, notamment les Seychelles, Maurice, Rodrigues, Madagascar et les Comores. Fondée en 2012, l'organisation milite pour la défense et l'enseignement des droits humains. Vos dons sont les bienvenus.

DIS-MOI, 11 BROAD AVENUE, BELLE-ROSE, QUATRE-BORNES
TÉL. : 4665673 - INFO@DISMOI.ORG - HTTP://WWW.DISMOI.ORG

DISCLAIMER

Les informations contenues dans ces deux pages n'engagent que l'association Dis-Moi (Droits Humains-océan Indien) et les intervenants. La reproduction, la diffusion et/ou la distribution de ces informations ne sont pas autorisées sans la permission de Dis-Moi.